

**Grande interpellation avec demande de réponse écrite et débat O-000044/2017
à la Commission**

Article 130 ter du règlement

Beatrix von Storch

au nom du groupe EFDD

Objet: Grande interpellation - Armée européenne

Le Président Juncker appelle tous les ans à une plus grande intégration sur la voie d'une armée européenne. L'an dernier, il déclarait au journal *Welt am Sonntag* qu'une armée européenne «contribuerait à définir une politique étrangère et de sécurité commune et permettrait à l'Europe de prendre une part de responsabilité dans le monde».

Et d'ajouter que «avec sa propre armée, l'Europe pourrait réagir de manière plus crédible si la paix était menacée dans un État membre ou dans un pays voisin» et que «une armée européenne commune enverrait un message clair à la Russie quant à notre volonté de défendre nos valeurs européennes».

Le Président Juncker se réfère-t-il à une responsabilité semblable à celle qu'assument les États-Unis, laquelle se traduit par de coûteuses interventions militaires infructueuses en Syrie, en Libye, en Iraq, en Afghanistan, au Pakistan, au Yémen ou encore en Somalie?

Quelles sont exactement les «valeurs européennes» mises en œuvre par les pays tiers voisins comme la Libye, la Turquie ou l'Ukraine et que le Président Juncker entend défendre?

Si un État membre, ou une faction dans un État membre, constituait une menace pour les valeurs européennes et la paix, le Président Juncker engagerait-il l'armée européenne contre cette menace? La sécession constitue-t-elle une menace pour les valeurs européennes?